

Pour redresser l'économie du Québec

La formation de la main-d'œuvre - No 2 de 3

À compter de 2013, il y aura davantage de personnes au Québec qui vont partir à la retraite que de nouvelles personnes qui vont entrer sur le marché du travail. 500 000 postes à combler ne trouveront pas preneur. Pour prospérer, le Québec a besoin d'une main-d'œuvre qualifiée. Cela commande de bouger rapidement sur plusieurs fronts à la fois.

Une mobilisation pour la persévérance scolaire. Le taux actuel de décrochage scolaire, qui dépasse les 30 % chez les garçons, est dramatique. La situation commande un leadership de l'État et la mobilisation de tous. Les entreprises ont aussi un rôle à jouer.

Des efforts accrus en formation continue. Pour faire face aux changements qui s'opèrent dans les entreprises, il faudra à l'avenir, former davantage la main-d'œuvre en place. Cela va demander de la part du réseau public de formation, des formateurs privés, des entreprises et des travailleurs, une plus grande souplesse et une forte capacité à s'adapter aux changements.

Le recyclage des travailleurs des secteurs en perte de vitesse. Certains secteurs d'activités sont en perte de vitesse ou carrément en déclin. On ne pourra pas les soutenir par des subventions, simplement parce que des emplois sont en jeu. Il ne faudra cependant pas abandonner les travailleurs de ces secteurs à leur sort. Il faut les aider, sur le plan technique et financier, à se réorienter vers les créneaux d'emplois en demande.

La sélection et l'intégration des immigrants. Notre système d'immigration a été, jusqu'à tout récemment, passablement déconnecté du marché du travail. Nous devons mieux sélectionner les immigrants en fonction des emplois en demande et offrir la formation manquante aux immigrants.

Le prolongement de la vie active. La liberté 55 est devenue une illusion. Nous nous acheminons vers un prolongement des années du travail. Mais tant dans les programmes gouvernementaux que dans les entreprises, nous ne sommes guère préparés à cette évolution. Le fait qu'il soit presque impossible de conserver son emploi en jumelant revenu de retraite et revenu de travail illustre le besoin de s'adapter à un nouveau contexte. Il est temps de s'y engager sérieusement.

Où trouver l'argent?

Les entreprises, comme le gouvernement, doivent investir davantage en formation. Mais on peut faire un meilleur usage des budgets considérables qui y sont consacrés. Par exemple :

- Éliminer les formations qui ne répondent plus aux besoins des emplois;
- Éliminer les programmes sans étudiants, évitant de payer des professeurs à ne rien faire;
- Éliminer la concurrence au sein des commissions scolaires, des cégeps et des universités et entre ces niveaux d'enseignement.

On peut affirmer qu'il y a consensus au Québec autour des enjeux de formation. Nous n'avons plus qu'à agir.